

1. MOTS D'INTRODUCTION

Mireille Clapot, Députée, Vice-Présidente de la Commission Affaires étrangères de l'Assemblée nationale



Mireille Clapot est députée depuis 2017 et siège au sein de la Commission des Affaires étrangères dont elle prend la vice-présidence en 2022. Elle siège également en tant que membre de la Délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Mireille Clapot est diplômée de l'École Centrale de Paris et a exercé des fonctions dans le secteur privé pendant plus de vingt ans. Parallèlement, elle est depuis 1990 engagée auprès des organisations de la société civile comme Amnesty International.

Olivier Bruyeron, Président de Coordination SUD



« Les crises sanitaire, économique, sociale, environnementale et politique sont infiniment liées entre elles. Elles nécessitent une solidarité à la même échelle. Aujourd'hui toute action nationale a des impacts sur les populations, les territoires et les économies du monde entier. »

Olivier Bruyeron est ingénieur agroalimentaire. Engagé dans la solidarité internationale depuis 25 ans, il a assuré diverses responsabilités en France ou à l'étranger, au plus proche des territoires et des populations sur différents projets qu'il a menés ou expertisés, notamment ceux liés à la transformation agroalimentaire et la nutrition. Directeur général du Gret de 2013 à 2019, Olivier Bruyeron a été élu le 26 novembre 2020 président de Coordination SUD.

2. TABLE RONDE « UN MONDE BÂTI SUR DES INÉGALITÉS EST IRRÉMÉDIABLEMENT VOUÉ À S'ÉCROULER »¹

Hubert Julien-Laferrière, Député, Secrétaire de l'Assemblée nationale et membre de la Commission des Affaires étrangères



Député et membre de la Commission des Affaires étrangères depuis 2017, Hubert Julien-Laferrière débute son parcours à la mairie du 9^e arrondissement de la ville de Lyon.

Hubert Julien-Laferrière est diplômé en droit public et en droit international, spécialiste du développement et de la coopération internationale et est chargé de cours en droit

communautaire et politiques européennes aux universités Lyon-II et Lyon-III. Il rejoint ensuite l'Institut d'études politiques de Lyon où il est d'abord chargé de cours en master « management du secteur public » jusqu'en 2011, avant d'être maître de conférences associé, responsable pédagogique du master 2 « coopération et développement Maghreb-Moyen-Orient » jusqu'en 2015.

Zipporah Ndione, Présidente du Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders-Sénégal



Actuellement consultante pour un projet de service d'appui à la coopération canadienne, elle assure également des missions de consultance en droit dans un cabinet d'avocats à Dakar. Durant ses études, Zipporah Ndione a installé au sein de son université un groupe mobilisateur d'étudiantes pour briguer des mandats lors des élections de représentativité des étudiants

communément appelés « amicales ». Elle a, depuis, développé une expertise sur les questions d'excision, d'égalité de genre, d'accès à la santé sexuelle et reproductive et a participé au Forum des jeunes féministes qui s'est déroulé à Ouagadougou en 2018. Elle a également joué un rôle important dans l'élaboration de la loi de criminalisation du viol et de la pédophilie adoptée au Sénégal en décembre 2019. Suite à une série de meurtres de femmes, elle a participé à la création du collectif Dafadoy (Y'en a marre).

¹ Moses Isegawa, écrivain ougandais, auteur des Chroniques abyssiniennes

Cécile Duflot, ancienne Ministre, Directrice générale, Oxfam France



Cécile Duflot a pris la direction générale d'Oxfam France au mois de juin 2018. Oxfam France, organisation de solidarité internationale, mobilise le pouvoir citoyen contre les inégalités et la pauvreté depuis 30 ans, en agissant à la fois sur les causes profondes et les conséquences directes de celles-ci.

Étudiante, Cécile Duflot a commencé à militer au Genepi, auprès des personnes incarcérées. De 2006 à 2012, elle est secrétaire nationale d'EELV puis devient ministre de l'Égalité des territoires et du logement de 2012 à 2014. Jusqu'en juin 2017, elle est députée de la 6^{ème} circonscription de Paris, avant de quitter la vie politique.

Anne Héry, Directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles, Handicap International



Anne Héry est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en Économie du Développement obtenu à la Sorbonne et diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble. Après avoir passé plusieurs années à l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique, elle a intégré l'ONG Handicap International en tant que déléguée à Paris, en charge du lien avec les réseaux

associatifs et les pouvoirs publics. Entre 2010 et 2013, Anne Héry a rejoint le Secours Islamique France comme Directrice des relations extérieures et du plaidoyer.

Elle est aujourd'hui directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles pour la Fédération Handicap International - Humanité & Inclusion. Dans le cadre de son travail dans le secteur humanitaire, elle a voyagé sur le terrain en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient pour collecter des données et produire du matériel de plaidoyer. Elle a été impliquée dans différents réseaux et coalitions au niveau international pour défendre le désarmement et la protection des civils, l'action humanitaire ou les politiques de développement inclusives du handicap.

3. TABLE RONDE FACE AUX INÉGALITES MONDIALES, L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME FIL D'ARIANE

Arnaud Le Gall, Député membre de la Commission des Affaires étrangères



Arnaud Le Gall est élu député en 2022. Anciennement conseiller affaires étrangères pour le groupe La France Insoumise à l'Assemblée, il a travaillé sur les questions de développement, de lutte contre les inégalités mondiales et d'aide publique au développement, lors de l'élaboration de la loi Développement Solidaire d'août 2021.

Avant ses fonctions de députés, Arnaud Le Gall a été enseignant, chargé de mission dans une collectivité territoriale et s'est engagé dans diverses associations (ATTAC, syndicalisme étudiant etc.)

Ida Mc Donnell, Responsable d'équipe du Rapport sur la coopération pour le développement et des Données pour le développement, OCDE



Ida Mc Donnell a vingt ans d'expérience dans la promotion de la politique de développement et de la réforme du financement, notamment au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE, du ministère irlandais des Affaires étrangères et une organisation de jeunesse. Actuellement responsable d'équipe pour le rapport phare de l'OCDE sur la coopération pour le

développement, Ida Mc Donnell travaille sur les volets pauvreté et inégalités, transparence et impact de l'aide au développement. Elle travaille régulièrement en partenariat avec les organisations de la société civile pour investir dans les données pour le développement, et a mis en place un réseau d'économistes en chef des agences de développement axé sur les défis macroéconomiques mondiaux et les implications pour le développement.

Najat Vallaud-Belkacem, ancienne Ministre, Directrice, ONE France & Présidente, France Terre d'Asile



Après ses mandats d'élue locale pendant de nombreuses années dans la région lyonnaise, et ses fonctions de ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement pendant deux ans (2012-2014) puis Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pendant 3 ans (2014-2017),

Najat Vallaud-Belkacem rejoint le secteur privé et prend auprès d'Ipsos, chef de file du secteur des études de marché et des enquêtes d'opinion, les responsabilités de CEO Global Affairs. Elle dirige par ailleurs la collection « Raison de Plus » qu'elle a créée au sein de la maison d'éditions Fayard, et enseigne à Sciences Po Paris où elle a créé le programme « Égalité Femmes Hommes et politiques publiques ».

Depuis mars 2020, elle est directrice France de l'ONG One (ONG de lutte contre l'extrême pauvreté et les maladies évitables). Elle est par ailleurs présidente du conseil stratégique de la Tent Fondation qui mobilise les grandes entreprises du monde pour l'emploi des réfugiés. En juillet 2022, elle devient présidente de l'association de solidarité France Terre d'Asile.

Kako Nubukpo, ancien ministre togolais de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques, Commissaire à l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Économiste



Directeur de l'Observatoire de l'Afrique subsaharienne et Professeur titulaire des Facultés de sciences économiques, Kako Nubukpo est chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad).

Ancien directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'Organisation internationale de la

francophonie (OIF) et ancien ministre de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques du Togo, Il est l'auteur de *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*. À qui profite le franc CFA ? et a co-dirigé *L'Envol de l'épervier : le défi de l'émergence togolaise*.

4. MOTS DE CLÔTURE

Gautier Centlivre, Responsable plaidoyer d'Action Santé Mondiale et chef de file de la Commission APD de Coordination SUD



Diplômé en Droit international et européen de l'Université de Strasbourg, Gautier a rejoint Action Santé Mondiale en septembre 2021 pour porter les enjeux de l'accès universel à la santé auprès des parlementaires, des décideurs français et internationaux.

Gautier travaille depuis 10 ans dans le plaidoyer au sein d'associations de solidarité internationale (Coordination

SUD, Solidarité Sida) en s'impliquant notamment sur le suivi des questions de financement du développement et les politiques de santé mondiale.

Gautier a notamment participé aux campagnes françaises « Printemps Solidaire », en 2017-2018, sur l'aide publique au développement et « Treatment4all », en 2019, sur le financement de la riposte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme lors de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial. Gautier a également développé des projets pour renforcer les capacités des sociétés civiles du Sud en matière de plaidoyer.

Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux - invitée



Diplômée de l'Université de Rome et docteure en chirurgie-gynécologique, elle fonde l'association « Infoendométriose » et lance en 2016 la première campagne nationale de sensibilisation à cette maladie.

En 2019 elle est élue au Parlement européen et est nommée vice-présidente de la commission du développement où elle est rapporteure sur des sujets variés tels l'élaboration de la nouvelle stratégie Union Européenne – Afrique, le 3ème Plan d'action pour l'égalité des sexes dans l'action extérieure de l'Union européenne.

En 2022, elle est nommée par le Président de la République Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux.

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 182 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

La commission Aide Publique au Développement et Financement du Développement de Coordination SUD

Elle est composée de représentantes et de représentants d'une vingtaine d'organisations de solidarité internationale. Elle vise à construire des positions collectives de plaidoyer dans le cadre d'un travail de suivi de l'aide publique au développement et plus largement du financement du développement, à l'échelle nationale et internationale. Pour cela, elle mène des études quantitatives et qualitatives sur la politique française de développement et promeut des positions concrètes pour une meilleure qualité de l'aide. Elle contribue également aux réflexions européennes et internationales des ONG, en apportant une vision alternative dans les débats sur le financement du développement.

Rassembler et agir

pour la Solidarité internationale

